Actes des congrès de la Société française Shakespeare

21 | 2004

Shakespeare et Montaigne : vers un nouvel
humanisme

Le Sacre de la force armée dans les *Essais* de Montaigne et les «Histoires anglaises» de Shakespeare

Jean-Marc Chadelat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/shakespeare/146>

DOI : 10.4000/shakespeare.146

ISSN : 2271-6424

Éditeur

Société Française Shakespeare

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2004

Pagination : 29-52

ISBN : 2-9521475-0-7

Référence électronique

Jean-Marc Chadelat, « Le Sacre de la force armée dans les *Essais* de Montaigne et les «Histoires anglaises» de Shakespeare », *Actes des congrès de la Société française Shakespeare* [En ligne], 21 | 2004, mis en ligne le 27 janvier 2007, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/shakespeare/146> ; DOI : 10.4000/shakespeare.146

Shakespeare et Montaigne

vers un nouvel humanisme

actes du Congrès

organisé par la

SOCIÉTÉ FRANÇAISE SHAKESPEARE

en collaboration avec la

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
DES AMIS DE MONTAIGNE

les 13, 14 et 15 mars 2003

textes réunis par

Pierre KAPITANIAK

sous la direction de

Jean-Marie MAGUIN

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Margaret Jones-Davis
Gisèle Venet
Jean-Marie Maguin
Yves Peyré
François Laroque
Pierre Kapitaniak

COUVERTURE :

Robert Fludd
Utriusque Cosmi Historia (1617-19)
planche 17

conception graphique et logo
Pierre Kapitaniak

© 2003 Société Française Shakespeare
Institut du Monde Anglophone
Université de Paris III – Sorbonne Nouvelle
<http://univ-montp3.fr/SFS/>
5 rue de l'École de Médecine
75006 Paris

Diffusion :
AVL DIFFUSION
Parc Euromédecine
34198 MONTPELLIER CEDEX 5

ISBN 2-9521475-0-7

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays

LE SACRE DE LA FORCE ARMÉE DANS LES *ESSAIS* DE MONTAIGNE ET LES « HISTOIRES ANGLAISES » DE SHAKESPEARE

Jean-Marc CHADELAT

L'univers des *Essais* et des pièces historiques anglaises résonne du cliquetis des armes. L'omniprésence de la force armée ne se réduit pas cependant à une réflexion sur la permanence historique de la guerre ou sur le caractère inhérent de ce fléau à la nature humaine. La figuration littéraire que ces deux auteurs nous proposent de la force armée au XVI^e siècle signale une révolution militaire qui remet en question le rôle et la place de la force armée au sein des sociétés proto-modernes et entraîne un changement en profondeur de la nature de la guerre, de sa conduite et de ses acteurs. La première rupture se traduit par la substitution des conflits hégémoniques manifestant la puissance royale aux luttes dynastiques d'autrefois visant avant tout à rétablir le droit. Cette mutation, qui s'exprime notamment par un déplacement juridique du *jus in bello* au *jus ad bellum*, est indissociable de l'essor du sentiment national et de la concentration monarchique du pouvoir. La conduite de la guerre est marquée quant à elle par une expansion à des espaces et des domaines jusque-là épargnés et une extension temporelle réduisant la paix à une trêve qui s'expliquent davantage par une autonomisation de la force armée que par des avancées technologiques ou tactiques limitées. Cette autonomie s'accompagne enfin d'une dernière transformation affectant l'origine, le nombre et le recrutement des combattants. Le service féodal d'une caste fermée et peu nombreuse cède la place à une nouvelle organisation militaire largement fondée sur une infanterie constituée de mercenaires ou de volontaires recrutés dans le peuple. Cette montée en puissance quantitative, qui a des conséquences au plan tactique, renforce surtout, au détriment du code d'honneur chevaleresque, la conception stratégique d'une victoire décisive. De remède énergétique, la force armée est devenue au XVI^e siècle une maladie chronique du politique qui subordonne désormais la justice d'une cause au rapport des forces en présence.

The consecration of armed force in Montaigne's *Essais* and Shakespeare's "English histories"
*The Essais and the "English histories" resound with the clash of arms. However, the overwhelming presence of armed force cannot be interpreted solely as reflecting the permanence of war throughout history or the inherent quality of such a plague to human nature. The way in which both of them represent armed force in the 16th century points to a military revolution which questions the role and place of armed force within early modern societies and brings about an in-depth change affecting the nature of war as well as its conduct and participants. The first break resides in the transformation of the dynastic conflicts of the past — which primarily attempted to restore right — into hegemonic wars displaying the power of kingship. This change finds expression in the legal shift from *jus in bello* to *jus ad bellum* and cannot be separated from the emerging national sensibility and the monarchic concentration of power. The conduct of war proper is characterized by a development encroaching on further territories and domains which had hitherto been spared and an extended duration turning peace into a mere truce. This amplification of war can be best accounted for by the autonomy of armed force enacting its own rules rather than by limited technological or tactical breakthroughs. This autonomy is finally associated with a change in the origin, the volume and the recruitment of combatants. The feudal service provided by an exclusive military caste yields ground to a new military organization based on an infantry of mercenaries or volunteers recruited from the popular classes. In addition to its tactical impact, this quantitative build-up strengthens the conception of a decisive victory at the expense of the chivalrous code of honour. Whereas in the medieval period armed force was primarily used as a powerful remedy, in the 16th century it has become a chronic disease of the polity subordinating the justice of a cause to the power struggle.*

L'ombre menaçante de la force armée plane sur les *Essais* et les « histoires anglaises » de façon si constante que l'on pourrait considérer les divers types de conflits évoqués par ces œuvres comme une thématique centrale et conclure au triomphe sans partage de la loi des armes. Cette impression se doit pourtant d'être rapportée aux conditions littéraires et historiques ayant présidé à leur composition. Promoteur d'un genre hybride nouveau, Shakespeare n'a pu ignorer les conventions dramatiques de son époque qui faisaient des luttes et des faits d'armes la matière principale des drames historiques de même qu'il a dû tenir compte de l'horizon d'attente de son public, friand d'actions héroïques et de résurrection du passé national. Montaigne remarque d'ailleurs que « les bons historiens fuyent comme une eau dormante et mer morte, des narrations calmes, pour regagner les séditions, les guerres, où ils savent que nous les appellons » (III, 12)³², et s'il affirme se prendre lui-même comme objet de son livre sans faire œuvre de mémorialiste ou de moraliste, les guerres civiles constituent une toile de fond particulièrement sombre propice à l'expression amère d'une philosophie de l'histoire désabusée. Tout comme Shakespeare, qui fait allusion, non sans ambiguïté, à un nouvel âge d'or dans le cadre de ce qu'on a appelé la célébration du mythe Tudor³³, Montaigne se détourne volontiers d'un présent rempli de bruit et de fureur pour se réfugier dans la nostalgie mythique d'un paradis perdu où régnerait l'innocence paisible et la justice universelle³⁴. Ce lieu commun littéraire révèle cependant, chez l'un comme chez l'autre, la conscience d'un bouleversement profond à l'origine des convulsions politiques et militaires dont leur œuvre porte la trace. Loin d'exprimer en effet la permanence historique d'un fléau imputable à la nature humaine et conforme aux lois du genre qu'ils illustrent, Shakespeare et Montaigne dépeignent une révolution affectant le rôle et la place de la force armée dans les sociétés proto-modernes. Déplorant la brutalité et l'iniquité d'un temps dont il fait le procès³⁵, Montaigne a l'intuition d'une corrélation entre la volonté de

³² L'édition de référence à laquelle renvoient les citations des *Essais* est celle d'Alexandre Micha, Paris, Garnier-Flammarion, 1969.

³³ Voir P. Sahel, « Les fondements historiques d'une littérature politique du XVI^e siècle : la démythification du "mythe Tudor" », *Études anglaises*, vol. 66, 1976, p. 49-59.

³⁴ I, 32 ; III, 6.

³⁵ Voir G. Nakam, *Montaigne en son temps, II : Les Essais de Montaigne, Miroir et procès de leur temps*, Paris, Nizet, 1984.

rupture du mouvement réformateur et « l'horrible corruption de mœurs que les guerres civiles apportent » : « Je suis degouté de la nouvelleté, quelque visage qu'elle porte, et ay raison, car j'en ay veu des effets très dommageables » (I, 23). Se situant pour sa part dans la perspective historique de la durée, Shakespeare dramatise le renouvellement brutal des conceptions et des pratiques de la force armée en étroite association avec l'émergence d'une sphère politique autonome.

Je commencerai donc par repérer les étapes principales de cette autonomisation de la force en suivant le fil conducteur fourni par les « histoires anglaises » dont la chronologie des règnes fonde la lisibilité dans l'optique polémologique adoptée. De la transformation radicale du lien soumettant la force au Droit je tenterai de montrer que découle la substitution des conflits hégémoniques, qu'ils prennent la forme d'une guerre civile ou bien d'une guerre de conquête, aux luttes dynastiques d'autrefois visant principalement à restaurer le Droit. Je m'attacherai ensuite à l'exercice de la force armée, dans le domaine judiciaire aussi bien que militaire, afin de souligner l'impact de l'autonomie de la raison guerrière sur l'expansionnisme des armes, dans le temps comme dans l'espace, et sur le retournement du rapport de la paix à la guerre. J'évoquerai pour finir la montée en puissance quantitative de la force armée dont témoigne l'irrésistible ascension de l'infanterie appelée à détrôner la chevalerie féodale pour devenir la « reine des batailles ».

La force armée et le Droit : de la justification souveraine d'une cause à la justice militaire du souverain

Lorsque le rideau se lève sur la scène du *Roi Jean*, l'Angleterre est en paix. Mais cette paix initiale sera de courte durée car elle est marquée au sceau de l'injustice. L'ambassadeur français accuse Jean d'avoir usurpé le trône et lui intime solennellement, au nom du roi de France, de remettre la couronne d'Angleterre à Arthur, fils du frère aîné de Jean, qui en est le légitime bénéficiaire par droit de succession. Si ce dernier n'obtempère pas, le roi de France lui déclarera la guerre au nom des droits bafoués d'Arthur afin que la force fasse prévaloir le

Droit (I.i.18)³⁶. Cette revendication dynastique formulée par l'entremise d'une puissance étrangère expose les données du problème consubstantiel aux « histoires anglaises » dont les termes ne varieront guère d'un bout à l'autre de cette fresque dramatique : le fondement de la légitimité du pouvoir royal réside-t-il dans la fonction stabilisatrice et régulatrice d'un principe auquel la force des princes se doit d'être subordonnée ou bien au contraire n'est-il que l'effet d'une fiction sociale et politique par laquelle la force légitime son action ? Montaigne formule de son côté cette antinomie en opposant le souvenir de la justice scrupuleuse d'Épaminondas à la posture belliqueuse de Pompée, de César ou de Marius : « l'un dict aux Mammertins que les statuts n'avoient point de mise envers les hommes armez ; l'autre, au Tribun du peuple, que le temps de la justice et de la guerre estoient deux ; le tiers, que le bruit des armes l'empeschoit d'entendre la voix des loix » (III, 1). Contrairement à la lecture politique que fait Jean en guise de contre-attaque, l'interventionnisme de la France est présenté par Shakespeare comme juridique, la cause d'Arthur exigeant d'être soutenue afin de défendre la paix et la justice. Bon droit a besoin d'aide. La scène où le roi anglais arbitre une querelle de succession privée confirme la validité de cette lecture en exposant la tentative d'appropriation partielle du Droit par le pouvoir royal³⁷. Un dernier écho de cette opposition structurante entre la force et le Droit se fait entendre lorsque survient Pandolphe, légat du pape, qui exige des explications au sujet du refus royal de laisser Langton, nouvellement nommé archevêque de Cantorbéry, accéder à son siège. Ce litige politico-religieux, qui évoque la querelle médiévale des Investitures et se rattache à la lutte du sacerdoce et de l'Empire met en scène les velléités d'indépendance du pouvoir royal à l'égard du droit naturel dont l'Église universelle se considère le dépositaire et l'intercesseur auprès des puissants. La volonté rebelle de Jean affirme ses ambitions impériales et le rejet des limites qui circonscrivent son pouvoir. Selon un angle de vue différent auquel cette scène d'exposition nous incite par une conversion du regard, la lutte pour le pouvoir, lieu commun

³⁶ Toutes les citations renvoient à l'édition de M. Grivelet et G. Montsarrat, *Histoires*, coll. « Bouquins », Paris, Robert Laffont, 1997, 2 vol.

³⁷ Cette scène introduit le personnage emblématique du Bâtard et oppose d'entrée de jeu la notion de légitimité à celle de légalité, opposition constitutive du *Roi Jean* et centrale dans les « histoires anglaises ». Cf. W. H. Matchett, « Richard's Divided Heritage in *King John* », *Essays in Criticism*, vol. 12, 1962, p. 231-253.

dramatique et constante historique, apparaît donc sous les traits de la lutte du pouvoir royal, dont la force armée est le fondement, contre l'autorité du Droit souverain revêtu d'une forme religieuse.

Soucieux de consolider une légitimité qu'il sait fragile, Jean se fait couronner de nouveau en attirant sur sa tête l'efficace d'un sacre politique qui ne le dispensera pas d'aller à Canossa pour recevoir la couronne des mains du légat une fois la mort d'Arthur constatée. Les droits de ce dernier ne font d'ailleurs l'objet d'aucune contestation nationale. Le bâtard lui-même, soutien sans réserve du pouvoir, reconnaît la disparition du Droit et de la loyauté avec la mort d'Arthur³⁸. Dans le camp adverse, les coalisés se mettent au service d'une cause qui ne masque aucun motif invouable ni aucune ambition territoriale. La force multinationale qui assiège Angers ne fait pas la guerre à Jean pour continuer ou imposer une politique concertée ; le triomphe des droits de succession d'Arthur est leur seul objectif dans une guerre juste déclarée par un souverain légitime afin de rétablir le Droit et de châtier un usurpateur. C'est au nom de l'éthique que l'appel aux armes de Pandolphe ordonne à Philippe de rompre la fausse paix politique qu'il a faite avec Jean. À Philippe qui rappelle à Pandolphe qu'il s'est engagé par serment, le légat affirme, comme Montaigne, la primauté inconditionnelle de l'éthique sur le politique : « En cecy seulement a loy l'interest privé, de nous excuser de faillir à nostre promesse, si nous avons promis chose meschante et inique de soy ; car le droit de la vertu doibt prevaillor le droit de nostre obligation » (III, I). Dès que Jean sera soumis à la justice de la cause et qu'il acceptera d'y subordonner son pouvoir, le légat du pape n'aura de cesse de négocier une paix honorable en soumettant à son tour la force française à laquelle il avait enjoint de ramener à l'obéissance le roi excommunié³⁹. L'intervention française dans les affaires anglaises est donc présentée sans ambiguïté comme une ingérence judiciaire plutôt qu'une invasion militaire de même que l'intimation romaine prend la forme d'une intercession éthique et non d'une immixtion politique.

Dans *Édouard III*, le Droit prévaut encore sur la force dont il inspire l'action et détermine les objectifs. La querelle dynastique que suscite Édouard pour faire valoir ses droits au trône de France ne s'appuie pas, comme dans *Henri V*, sur des justifications tortueuses et

³⁸ *King John*, éd. R. L. Smallwood, Penguin Books, Introduction, p. 18.

³⁹ *Ibid.*, p. 24.

des ambitions de politique intérieure à peine voilées. Contrairement aux prélats indirectement à la solde d'Henri V, le Comte d'Artois, qui présente sans détour un argument généalogique irréfutable, reconnaît spontanément Édouard comme son suzerain. L'allégeance au sol natal ne fait pas contrepoids aux droits de succession du prétendant anglais comme à l'exigence de justice exprimée par les personnages français qui confirment la validité éthique et juridique du combat d'Édouard. Les citoyens français auxquels Shakespeare fait jouer un rôle chorique constatent le rapport de force défavorable aux Anglais tout en affirmant leur confiance dans la justice de la cause d'Édouard (III.ii.35). De son côté, Artois se défend de faire défection à la France par malice ou par vengeance en proclamant que sa patrie est avant tout celle de la justice (I.i.34) et de la paix dont Édouard est le gardien légitime (I.i.36). Le secours de l'Empereur, auquel Édouard a fait appel comme à son suzerain et son protecteur, souligne enfin le cadre féodal d'une querelle dynastique dépourvue de visées hégémoniques⁴⁰.

Le conflit fonctionnel de la force armée et du Droit souverain culmine dans *Richard II* où Shakespeare dramatise une rupture historique et dramatique. Comme pour mettre en relief le caractère allégorique de cette lutte dont la force sortira vainqueur, Shakespeare s'est ingénié à dépeindre la justice royale sous les traits emblématiques d'un roi impuissant dont les jugements par défaut sont en butte à l'excès de puissance d'un vassal que ses armes ostentatoires élèveront sur le trône⁴¹. Dès l'évincement de Richard et avant même le couronnement d'Henri IV, dont la justice expéditive et répressive tranche avec les rituels judiciaires de naguère, le pouvoir royal se déploie sans partage en stipulant lui-même les limites de son exercice. Le vœu expiatoire de pèlerinage en Terre sainte prononcé sur le cadavre de Richard se dégrade insensiblement et devient promesse de croisade contre l'infidèle. Il reviendra à son fils prodigue revenu sur le

⁴⁰ Cf. D. Riggs, *Shakespeare's Heroical Histories : "Henry VI" and its Literary Tradition*, Harvard U.P., 1971, p. 81-82.

⁴¹ Il est tout à fait significatif à cet égard que le Richard shakespearien soit bien plus faible et plus impuissant politiquement que le roi dépeint dans les sources que Shakespeare a utilisées, notamment Holinshed et Daniel. Cf. *King Richard II*, éd. A. Gurr, C.U.P., 1984, Introduction, p. 23 et W. B. Bache, « *Richard II : Failure in Kingship* », *Discourse*, vol. 8, 1965, p. 178-184. Sur l'usurpation politico-militaire de Bolingbroke, on pense à ce que Montaigne dit de la modération : « Outre ce que dict Isocrates, que la defectuosité a plus de part à la modération que n'a l'excès. L'autre est en bien plus rude party, car qui se mesle de choisir et de changer, usurpe l'autorité de juger, et se doit faire fort de voir la faute de ce qu'il chasse, et le bien de ce qu'il introduit. » (I, 23).

droit chemin du politique d'entraîner les ardeurs combattantes de l'Angleterre dans une guerre de (re)conquête continentale pour le plus grand profit de son trône et du domaine royal. Montaigne remarque au sujet des fonctions de la guerre que les Romains ont nourri des conflits armés pour « tenir leurs hommes en haleine » et « servir de saignée à leur République » dont la jeunesse était trop véhémence, ajoutant, fort de son expérience, qu'une « guerre estrangiere est un mal bien plus doux que la civile » (II, 23).

Dans l'intervalle, Henri IV doit faire face à une guerre intestine que lui livrent ses anciens alliés devenus rebelles. Devant la nécessité où il se trouve de consolider l'indépendance balbutiante du pouvoir royal que son coup de force a extorquée, Henri s'interdit de faire preuve de la clémence dont la reine louait les vertus divines dans *Édouard III* (v.i.40-42). La rupture dynastique dont il est le premier bénéficiaire lui impose une dynamique de rupture qui requiert une « pacification » du royaume et l'extirpation de toute forme de contestation. L'État lancastrien n'est pas encore assez fort pour conserver en son sein ce qui vit et agit contre lui. Fondateur d'une nouvelle dynastie implantée par la force, le pouvoir temporel d'Henri IV est confiné dans un présent précaire miné par le souci de sa succession. En sapant la supériorité éthique sur la pragmatique sanction de la force, son insubordination a surtout pour effet de susciter les causes de la lutte hégémonique pour le pouvoir et d'une confusion aggravante des fonctions. Premier d'une longue série de prélats politiques, l'archevêque d'York descend sans attendre dans l'arène du pouvoir et prend la tête d'une rébellion armée que le pouvoir royal aura beau jeu de qualifier d'insurrection.

La duplicité sémantique que l'autonomie de la force insinue dans la justification politique d'une cause investit le discours de circonstance par lequel les prélats convainquent Henri V de conquérir la couronne de France par les armes. L'explication généalogique et juridique que les deux évêques fournissent à l'appui des prétentions anglaises paraît invoquer le Droit à l'encontre de la mauvaise foi française. Toutefois, la droiture des intentions que cette lecture positive du conflit postule est sourdement ébranlée par la transaction politico-financière dont le trône et l'Église d'Angleterre sont les principaux bénéficiaires. Comme l'écrit Montaigne, ce n'est pas « la cause qui les eschauffe, c'est leur interest ; ils attisent la guerre non par ce qu'elle est

juste, mais par ce que c'est la guerre » (III, 1). Le bellicisme non dénué d'intérêt des hommes de Dieu tout comme le moralisme prudent du Lancastrien conjuguent leurs effets afin d'accommoder le Droit à la force armée dans le cadre d'un réalisme axiologique où la justice d'une cause s'est muée en jugement de valeur fondé sur la force disponible⁴² (I.i.125-6). Néanmoins, la puissance hégémonique que l'Angleterre déploie pour le plus grand profit de l'État en gestation ne survivra pas au vainqueur d'Azincourt. Le désordre chronique qui mine l'Angleterre d'Henri VI, dont les élites se déchirent au nom d'ambitions personnelles plus ou moins déclarées, porte un coup d'arrêt à l'affermissement du pouvoir monarchique. La guerre de diversion dont Henri V avait fait habilement un creuset national et politique a libéré une énergie destructrice qui se retourne désormais contre l'Angleterre. L'abîme de violence où le royaume est entraîné par la généralisation du conflit accentue l'autonomisation de la raison armée en estompant les prescriptions rigoureuses du *jus in bello* d'autrefois au profit du droit de la force armée, le *jus ad bellum*, qui tend à édicter ses propres règles et justifier ses propres causes⁴³. Le différend qui oppose les partisans de la maison de Lancastre à celle de la maison rivale d'York éclate symboliquement dans le jardin d'un collège de droit. La contestation dégénère et la guerre des Roses inaugure le triomphe des partis et des factions qui se font, se défont et s'efforcent de vider leurs querelles les armes à la main. Mais dans cette guerre civile, la victoire même apparaît comme une défaite⁴⁴. Confirmant la définition négative de Montaigne pour qui une victoire n'en est pas une « si elle ne met fin à la guerre » (I, 47), le désordre et l'instabilité irrémédiables de l'Angleterre livrée aux démons de la puissance sans la gloire laissent entrevoir une conception renouvelée de la force armée. La désacralisation de la souveraineté et de la justice dans *Henri VI* institue le sacre laïque d'une force armée irresponsable qui ne connaît d'autres motifs d'engagement que l'ambition et l'intérêt. Ajoutant sa voix à celle de Shakespeare, Montaigne oppose la force de l'évidence éthique à

⁴² Au sujet de la discordance entre le mythe d'un roi idéal et la réalité nationale qu'Henri V façonne à son profit, voir P. Sahel, « Henri V, roi idéal ? », *Études anglaises*, vol. 28, n° 1, 1975, p. 1-14.

⁴³ Voir F. H. Russel, *The Just War in the Middle Ages*, Londres, 1975, ainsi qu'à M. H. Keen, *The Laws of War in the Late Middle Ages*, Londres, 1965.

⁴⁴ N. Brooke, « Reflecting Gems and Dead Bones : Tragedy versus History in *Richard III* », *Critical Quarterly*, vol. 7, n° 2, 1965, p. 123-134, souligne l'aspect schématique de la violence chaotique d'*Henri VI* qui culmine avec la structure formelle de *Richard III*.

l'appât du gain politique : « La voye de la verité est une et simple, celle du profit particulier et de la commodité des affaires qu'on a en charge, double, inegalle et fortuite » (III, 1).

Rien ne pourra faire obstacle au déferlement de violence qui s'exténuera avec la tyrannie sanglante de Richard III. Dans *Le Roi Jean* et *Édouard III*, la justice se présentait comme le droit des plus faibles et des plus vulnérables ; avec l'avènement de Bolingbroke et de ses successeurs, elle s'imposera graduellement comme le droit du plus fort et du plus habile. Le soliloque où Richard III dévoile sa personnalité dramatique est un plaidoyer sans ambiguïté en faveur de l'efficacité de la force brutale mise au service des pulsions criminelles et de la passion du pouvoir. Le Droit et la justice ont disparu de l'horizon de *Richard III* où seules la violence et l'iniquité érigées en mode de gouvernement ont force de loi. Despotisme aggravé plutôt que tempéré par l'assassinat politique, son règne tyrannique n'est qu'une longue série de meurtres préventifs perpétrés à seule fin de pallier des craintes obsessionnelles dont la mort sera le remède⁴⁵. Dans l'univers de *Richard III*, les exécutions précèdent même les inculpations (comme en témoigne la mise à mort de Hastings) en prenant la forme de la « condamnation instructive » (II, 5) dénoncée par Montaigne. Le roi-scélérat n'aura de cesse d'invoquer la loi des armes comme son dogme exclusif et son seul secours au sein d'un univers marqué par un vide éthique et un militarisme sans limite (v.vi.39-41). La bataille de Bosworth met un terme à cette longue période d'anarchie et de violence et s'accompagne d'une promesse de reprise en main du royaume⁴⁶.

Henri VIII donne à voir cette remise en ordre du royaume qui renoue avec le centralisme monarchique ébauché sur fond de guerre civile ou étrangère par les Lancastriens⁴⁷. Sans autre frein que celui de ses propres intérêts, le roi rend des jugements en coulisse et sur scène, directement ou par l'entremise de ses représentants, qui sont autant de faveurs, de condamnations ou bien de sentences immédiatement

⁴⁵ A. B. Doeblér, « "Dispaire and Dye": The Ultimate Temptation of Richard III », *Shakespeare Studies*, vol. 7, 1974, p. 75-85.

⁴⁶ La victoire militaro-politique de Richmond ne cesse d'être problématique. Si on l'attribue à la revanche plus ou moins providentielle du Droit sur la force tyrannique, on néglige ce faisant que les droits à la couronne du vainqueur sont à peine plus solides que ceux de Richard qui, comble de l'ironie, est le seul roi élu des « histoires anglaises ».

⁴⁷ Voir E. Auberlen, « *King Henry VIII* – Shakespeare's Break with the "Bluff-King-Harry" Tradition », *Anglia*, vol. 98, 1980, p. 319-347.

exécutoires⁴⁸. La mise à mort de Buckingham, la disgrâce de Wolsey et la promotion d'Anne Boleyn constituent, malgré le formalisme apparent, une manifestation de la puissance royale qui ne tolère aucune opposition personnelle ou institutionnelle. Dans l'intérêt de l'État, Henri a compris que l'on gouverne mieux les hommes par leurs vices que par leurs vertus, c'est pourquoi il préfère à la noblesse d'épée des parvenus intrigants tels que Wolsey, plus dociles et plus reconnaissants. Henri octroie à ce dernier pouvoir et protection en échange de l'annulation de son mariage espagnol. Mais lorsque la voie du trafic d'influence aura épuisé tous les recours, Henri emploiera à nouveau la voie de la force en mettant Rome devant le fait accompli et en exilant l'archevêque. C'est également la puissance judiciaire de la couronne qui s'affirme de façon oblique mais décisive dans le procès en hérésie intenté par le conseil privé à l'encontre de Cranmer. Lorsque celui-ci exhibe l'anneau royal qu'Henri lui a confié en tant que symbole d'une alliance personnelle, cette pièce à conviction insolite dans un débat de nature théologique fait reculer les accusateurs et prévaut comme par enchantement sur toutes les charges d'hétérodoxie en matière de foi⁴⁹. Le triomphe de la force henricienne ne connaît plus désormais que des hérésies politiques dont les grands prêtres successifs de la religion royale feront eux-mêmes les frais lorsque des soupçons pèseront sur leur zèle et leur obéissance. Dans le chapitre « Des plus excellens hommes », Montaigne se propose d'examiner les mérites respectifs d'hommes illustres parmi les plus remarquables tout en instruisant implicitement le procès des hommes d'État de son époque. Mais loin d'appeler de ses vœux, comme Machiavel, une réhabilitation des vertus antiques au nom d'une efficacité politico-militaire renouvelée, c'est sur le plan éthique que Montaigne se situe paradoxalement. Ainsi d'Homère, d'Alexandre le grand et d'Épaminondas, qui ont tous les trois porté l'épée, c'est le général thébain que Montaigne estime le plus digne d'admiration et d'émulation, tant pour sa « resolution et vaillance » dépourvue d'ambition et apparentée au courage que « la sapience et la raison peuvent planter en une ame bien réglée » que pour ses « meurs et conscience » insurpassables dans un homme public. Ses exigences morales ne lui interdisaient-elles pas en effet « pour recouvrer mesmes

⁴⁸ *King Henry VIII*, éd. John Margeson, C.U.P., 1990, Introduction, p. 35.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 36.

la liberté de son pays, de tuer un homme sans connaissance de cause » tout en lui enjoignant « de fuir le rencontre d'un amy qui fut au party contraire, et l'espargner » (II, 36) ? Pour Montaigne en effet, une religion sans morale est tout aussi absurde qu'une morale sans religion : « Ruineuse instruction à toute police, et bien plus dommageable qu'ingénieuse et subtile, qui persuade aux peuples la religieuse creance suffire, seule et sans les mœurs, à contenter la divine justice » (III, 12).

Le culte monarchique voué à Henri par des ministres tour à tour timorés et téméraires s'accompagne de l'émergence d'un sentiment national enrôlé au service des ambitions royales. Cette arme idéologique est surtout employée dans le combat mené pour la centralisation croissante des pouvoirs à l'instigation d'un souverain définitivement « empereur en son royaume ». Elle accentue l'appréhension concomitante de l'étranger, proche ou lointain, dont l'Angleterre entreprend de se distinguer et de se déprendre. Le divorce avec Rome accompli ainsi par la force la menace inaccomplie, proférée jadis par Jean, de se libérer d'une tutelle à ses yeux usurpée par un souverain étranger. Le divorce avec Catherine, dont Henri fait le sacrement de l'adultère, consomme la rupture avec Rome tout autant qu'avec l'hétéronomie du pouvoir qui se veut dorénavant sujet de lui-même et régulateur de son exercice. L'esprit partisan et manœuvrier de Wolsey à l'égard d'une reine étrangère offre un contraste saisissant avec l'impartialité éthique de Robert d'Artois dans *Édouard III* à qui son instinct et son intelligence dictaient conjointement son devoir. De façon analogue, la querelle politico-éthique du *Roi Jean* ne comporte aucune dimension nationale : elle s'inscrit dans un contexte géopolitique où la Manche fait figure de trait d'union plutôt que de frontière naturelle⁵⁰. Tout au contraire, la cohésion nationale qu'Henri V cimente en grande partie par la guerre s'accompagne d'une minimisation des différences internes à l'Angleterre et d'une accentuation des différences externes. Alors que dans *I Henri IV*, Glendower et sa fille incarnaient l'étrangeté merveilleuse de la culture galloise allogène (III.i), dans *Henri V*, la cause patriotique du roi a pour effet de neutraliser l'altérité des capitaines Fluellen, MacMorris et

⁵⁰ Cf. S. Burckhardt, « *King John : The Ordering of this Present Time* », *ELH*, vol. 33, 1966, p. 133-153 où l'auteur montre que l'affirmation nationaliste associée au cynisme politique du camp anglais n'est qu'un palliatif à la transgression de l'ordre juste par l'usurpation de Jean.

Jamy par le biais d'une incorporation dans le corps expéditionnaire où s'opérera à la fois leur baptême du feu et leur confirmation monarchiste. La scène du complot démasqué donne forme d'autre part au sentiment patriotique qui rassemble les combattants autour de leur roi. En dénonçant les monstres anglais (II.i.82) coupables de haute trahison pour avoir tramé la mort du roi au moyen de subsides français, Henri qualifie implicitement leur forfait de crime contre la sécurité nationale et l'indépendance de l'Angleterre (II.ii.167-8). Le chef d'accusation d'intelligence avec l'ennemi dispensera opportunément le roi d'une procédure d'enquête et d'un procès susceptibles de déterminer les mobiles des traîtres. La justice militaire du souverain les condamne sans autre forme de procès à la peine capitale après avoir simplement émis le souhait d'une absolution divine en réponse à leur demande de pardon (II.ii.166-181). Henri V est prêt à pardonner à ses ennemis politiques, mais pas avant qu'ils ne soient exécutés.

Dans *2 Henri VI*, la défiance à l'égard de l'ennemi français est portée à son comble. Au cours de la scène où l'insurrection bat son plein, Cade et le Boucher, un de ses partisans les plus résolus au nom évocateur, réclament à cor et à cri la tête de Lord Saye à qui ils reprochent d'avoir bradé les conquêtes françaises et châtré l'État. Pour clore l'acte d'accusation, le chef des insurgés ajoute un grief irrécusable : l'inculpé parle français, il ne peut donc être loyal à la cause nationale dont Cade se présente comme le champion. Pour Cade et ses adeptes, l'amour des siens se mesure à l'aune de la haine des autres, qu'il s'agisse d'un ennemi de classe ou d'une menace étrangère⁵¹. La révolution culturelle et sociale que Cade veut opérer en mettant le pays à feu et à sang se caractérise par une violence anomique qui ne connaît aucune mesure, aucune loi, aucun but de guerre si ce n'est la destruction de l'ordre ancien. La réforme de l'État qu'il entend mettre en œuvre est révolutionnaire et le drapeau rouge qu'il brandit est celui de la guerre totale qu'il fait à tous ceux, nobles ou roturiers, qui lui barrent la route du pouvoir et négligent de reconnaître son autorité autoproclamée. Le combat qu'il prétend mener pour le peuple et la liberté a pour effet de dépeupler et d'asservir Londres qu'il n'hésite pas à livrer aux exactions des pillards et des

⁵¹ Pour l'aspect social de la rébellion de Cade voir M. Hattaway, « Rebellion, Class Consciousness, and Shakespeare's *2 Henry VI* », *Cahiers élisabéthains*, vol. 33, 1988, p. 13-22.

voleurs. En voulant faire table rase du passé ainsi qu'en intronisant sa bouche parlement d'Angleterre, Cade annonce la transformation décisive issue à terme de l'autonomisation du politique : le pouvoir représentatif et la loi du nombre, dans le domaine politique comme dans le domaine militaire. Au désordre social et à la confusion politique qui règnent dans *Henri VI*, correspond une dégradation de la force armée en violence anarchique et aveugle⁵². Par une dérégulation dont la cause indirecte est la lutte politico-militaire pour la suprématie que se livrent des partis aristocratiques, la conduite de la guerre subit une mutation dont la conséquence principale est que tous les coups avantageux sont permis. Montaigne évoque à cet égard l'art de la guerre romaine dont les formes anciennes exigeaient de « combattre de vertu, non de finesse, ni par surprises et rencontres de nuit, ny par fuittes apostées, et recharges inopinées, n'entreprenans guerre qu'après l'avoir dénoncée, et souvent après avoir assigné l'heure et lieu de la bataille. » (I, 5). L'espoir de revanche conforme à l'honneur et aux coutumes a cédé la place au désir de vengeance qui se donne libre cours de façon imprévisible et ne permet plus de distinguer les actes de guerre des crimes de sang. La brutalisation de la force armée affecte aussi bien l'administration de la justice que le déroulement des combats, où la cruauté devient la norme. Cette régression éthique générale dont témoigne la déshumanisation d'une guerre dépeinte par Shakespeare comme une succession d'exécutions militaires et de massacres prémédités trouve son pendant dans une stratégie pragmatique, fondée sur des coups de main, des infiltrations en terrain ennemi et des captures qui s'inscrivent dans des opérations de nuisance et de représailles peu coordonnées. La violence chronique où la guerre civile précipite l'Angleterre est figurée par l'horreur de la bataille de Towton au cours de laquelle deux combattants découvrent, sous les yeux d'un roi compatissant et méditatif, que l'adversaire qu'ils viennent de tuer dans un corps à corps féroce n'est autre que le propre père de l'un et le fils unique de l'autre. Ce sacrifice sanglant consenti à leur insu figure la descente aux enfers d'une guerre fratricide qui, devenant infanticide et parricide, détruit symboliquement le passé de l'Angleterre et compromet son avenir. Cette scène horrible n'est pas sans évoquer à un siècle d'intervalle la guerre civile française dont

⁵² N. Brooke, « Reflecting Gems and Dead Bones : Tragedy versus History in *Richard III* », *Critical Quarterly*, vol. 7, n° 2, 1965, p. 123-134.

Montaigne souligne « la nature si maligne et ruineuse ». Dans ce monde sens dessus dessous, « L'extreme espece d'injustice » n'est-elle pas alors « que ce qui est injuste soit tenu pour juste » ? (III, 12).

Montaigne, qui se démarque du pacifisme d'Érasme, ne considère pas pour autant la guerre comme un mal absolu qu'il faut éviter à tout prix en prenant le risque d'une paix bancal. S'il se plaint des maux cruels engendrés par les guerres civiles, il doute qu'il n'y ait jamais de mauvaise paix ni de bonne guerre et constate au contraire que « pour neant evite la guerre celui qui ne peut jouyr de la paix » (II, 3). La violation inhumaine d'interdits moraux fondamentaux se révèle d'une autre façon dans la transformation radicale des rapports entre guerre et paix qu'une telle logique nihiliste fait advenir. À l'alternative ancienne guerre juste, c'est-à-dire pacifique, ou paix injuste, c'est-à-dire polémogène, dont le principe subordonnait la notion de conflit à celle de cause, *Henri VI* montre avec une lumière crue le résultat d'un processus qui a substitué l'alternative épurée guerre ou paix. Aux yeux de Pandolphe, d'Édouard III et des oncles de Richard II, la justice souveraine était la meilleure garantie d'un ordre paisible et stable. L'autonomie de la raison politique rompt ce rapport de subordination au profit d'une conception exclusivement temporelle qui considère la paix comme une donnée et une visée essentiellement politiques. La période de transition sanglante qui culmine avec *Henri VI* voit assurément le triomphe de la pensée machiavellienne : la guerre se justifie principalement à la lumière des ambitions politiques ou de la (re)construction de l'État. Les paix relatives qui entrecourent la guerre civile ont valeur de pactes qui se concluent entre des arrière-pensées où ce qui est avouable est destitué de tout avenir. Dorénavant, la seule garantie d'une paix assurée de durer est le rapport de force qui s'établit entre les armes en présence ou, moins fréquemment, l'impuissance réciproque de se nuire.

L'expansionnisme de la force armée : du champ clos des duels judiciaires aux champs de bataille à l'échelle d'un royaume

Cette irénologie négative, qui ne connaît que des paix par défaut, n'est pas la seule ni la plus décisive des conséquences de l'indépendance de la force armée. La conduite autonome de la guerre se caractérise aussi par un rapport expansionniste à l'espace géographique et social qui

investit des régions jadis épargnées. Tandis que Montaigne remarque qu'il « n'est aucune des vertuz qui s'espande si aysement que la vaillance militaire » (II, 7), *Henri V* expose avec vigueur la nécessité interne à la raison guerrière « émancipée » de conquérir de nouveaux espaces et d'établir de nouvelles normes. Le champ clos des duels judiciaires ou des joutes d'autrefois s'est agrandi et mué en un champ de bataille à l'échelle d'un royaume. Quant à la guerre défensive provoquée afin de réparer une injustice ou de prévenir un mal plus grave, elle s'est transformée insensiblement en guerre offensive ou préventive offrant à la fois un débouché territorial et un dérivatif thérapeutique. L'état de belligérance absolue que décrit Bourgogne, médiateur pacifique entre les deux royaumes, a ravagé la France, tué la paix nourricière et laissé la société en jachère sans qu'aucun réduit de tranquillité ne subsiste. Comme pour appuyer l'intention dramatique de Shakespeare, Montaigne évoque l'esprit de conquête des Européens qui exportent outre-mer la violence et le lucre : « Tant de villes rasées, tant de nations exterminées, tant de millions de peuples passez au fil de l'espée, et la plus riche et belle partie du monde bouleversée pour la negociation des perles et du poivre ! mechaniques victoires. » (III, 6).

À la différence d'Édouard III et des cannibales dont Montaigne rapporte qu'ils « ne demandent à leurs prisonniers autre rançon que la confession et recognoissance d'estre vaincus » (I, 31), Henri V n'est plus le garant d'une éthique chevaleresque qui prescrivait le combat loyal et proscrivait l'emploi de la force à l'égard des inermes vulnérables ou désarmés. Le discours terrifiant du roi anglais devant les murs d'Harfleur sonne le glas du droit des vaincus tout en annonçant l'ère des victimes de guerre. L'évocation réaliste et comminatoire de la tuerie des vieillards, des femmes et des enfants d'Harfleur s'inscrit dans une rhétorique perverse qui rejette sur l'adversaire la culpabilité d'un meurtre collectif pour lequel Henri plaide hypocritement l'irresponsabilité morale⁵³. Ce nouveau massacre des innocents dont le Lancastrien menace la ville insoumise constitue d'autre part une manœuvre psychologique où les armes se font intimidatrices et le but de guerre devient la démoralisation de l'ennemi. Montaigne constate que « la vaillance a ses limites, comme les autres vertus », condamnant au nom de cette morale du juste milieu « ceux qui s'opiniastrent à

⁵³ W. L. Godshalk, « Henry V's Politics of Non-Responsibility », *Cahiers élisabéthains*, vol. 17, 1980, p. 11-20.

défendre une place qui, par les reigles militaires, ne peut estre soustenuë » (I, 15). Les lois de la guerre sont-elles alors au-dessus de la justice comme le pensait Cleomenes pour qui « quelque mal qu'on peut faire aux ennemis en guerre, cela estoit par dessus la justice, et non subject à icelle, tant envers les dieux qu'envers les hommes » (I, 6). Montaigne reconnaît que « la guerre a naturellement beaucoup de privileges raisonnables au préjudice de la raison » et qu'il « a toujours esté conseil hazardeux de fier à la licence d'une armée victorieuse l'observation de la foy qu'on a donné à une ville qui vient de se rendre par douce et favorable composition » (I, 6) tout en soulignant le caractère souvent antagoniste de la force armée et de la justice : « Ainsi sur tout il se faut garder, qui peut, de tomber entre les mains d'un juge ennemy, victorieux et armé » (I, 15). Les menaces obsidionales de guerre mortelle au moyen desquelles le roi anglais fait craindre aux assiégés une poliorcétique impitoyable préfigure un retournement plus significatif encore du concept de victoire⁵⁴. Avec Henri V, advient la loi coercitive d'une victoire décisive soumettant sans restriction les vaincus à la merci du vainqueur. Le choix illusoire qu'il prétend offrir aux assiégés entre la reddition ou la destruction sera confirmé à Azincourt, où le roi-soldat plaide anonymement l'irresponsabilité spirituelle du monarque auquel ses sujets doivent une vie sans barguigner (IV.i.128-56). La morale n'échappe pas à la réforme lancastrienne qui la définit comme l'étude des devoirs d'autrui envers la cause monarchique. Ce discours d'Henri V traduit enfin un bouleversement de l'idéologie guerrière qui substitue la triade discipline-obéissance-renoncement à celle construite autour des notions démodées de prouesse, de fidélité et de courtoisie⁵⁵.

Le respect scrupuleux d'obligations codifiées cède la place au renoncement inspiré de l'éthique stoïcienne du sacrifice, que la Réforme saura plus tard diffuser dans les traités destinés aux hommes de guerre. La fidélité, expression de la foi jurée à titre personnel, se transforme en obéissance absolue envers le pouvoir quel qu'il soit dont Montaigne admet non sans nostalgie qu'elle a pris le pas sur « une expertise bellique plus universelle » (II, 7). Enfin, à la prouesse qui

⁵⁴ Voir P. Warner, *Sieges in the Middle Ages*, Londres, 1968.

⁵⁵ Voir P. Contamine, *La Guerre au Moyen Âge*, Paris, 1980 ; V. Mora, « La tradition chrétienne », in *La Guerre et les chrétiens* (ouvrage collectif), Paris, 1953 ; J. Flori, *Chevaliers et chevalerie au Moyen Âge*, Paris, 1998.

servait de pierre de touche à la valeur militaire des combattants s'est substituée la discipline, dont Fluellen se fait le défenseur pittoresque et zélé⁵⁶. Son rappel des vertus romaines dont Montaigne indique que « la generale appellation [...] prend chez eux etymologie de la force » (II, 7) évoque un tournant décisif de la conduite de la guerre qui doit moins à l'évolution des techniques ou des tactiques qu'à une révolution des mentalités imposant la vision d'un engagement où le seul but vers lequel doivent tendre les énergies individuelles est la victoire⁵⁷. Henri V a bien compris qu'une issue militaire irrévocable suppose l'emploi coordonné des corps de bataille par opposition au choc frontal d'autrefois qui se résolvait en une multiplicité de combats singuliers. Contrairement à la chevalerie française qui s'obstine à perpétuer les traditions de l'ost royal, Henri s'affirme comme un chef de guerre résolu qui conçoit et exécute la manœuvre tactique indispensable à l'obtention d'une victoire sans appel. Dans cette perspective, la fougue et l'impétuosité qui emportent le camp français à sa perte figurent une exacerbation quelque peu ridicule des idéaux chevaleresques de ces hommes dont la joie de vivre paradoxale exprime la dimension ludique d'une activité qui est à leurs yeux un jeu codifié ainsi qu'une raison d'être⁵⁸. Pour Henri au contraire, la guerre est une épreuve de force et un sacrifice collectif dont l'objet est de soumettre l'adversaire tout en communiant avec ses hommes.

⁵⁶ On ne saurait trop souligner l'importance des valeurs stoïciennes dans cette révolution des mentalités à l'origine de la guerre moderne. Aussi bien Tacite que Machiavel constituent par exemple les sources du *Tractatus ad historiam romanam cognoscendam utilis* de 1592 où Juste Lipse marie la raison politique et le rigorisme néo-stoïcien afin de proclamer l'exigence d'une vie militaire vouée à la discipline et à l'abnégation. Les thèses de Lipse ont largement déterminé les réformes militaires mises en œuvre par Maurice de Nassau, réformes qui inspireront tous les stratèges au XVII^e et qui intègrent à la réflexion militaire le modèle romain, l'inspiration protestante et l'éthique du sacrifice. Cf. G. Livet, *Guerre et paix de Machiavel à Hobbes*, Paris, 1972.

⁵⁷ Montaigne rappelle que « le but et la visée, non seulement d'un capitaine, mais de chaque soldat, doit regarder la victoire en gros, et que nulles occurrences particulières, quelque interest qu'il y ayt, ne le doivent divertir de ce point là » (I, 45).

⁵⁸ Voir J. Huizinga, *Homo ludens. Essai sur la fonction sociale du jeu* (trad. fr. C. Seresia), Paris, 1972 et J. Heers, *Fêtes, jeux et joutes dans la société de l'Occident à la fin du Moyen Âge*, Paris, 1971. Sur l'esprit chevaleresque anachronique des français durant la guerre de Cent Ans, Montaigne évoque « nos ancêtres, et notamment du temps de la guerre des Anglois, en tous les combats solennels et journées assignées, qui se mettoient la plus part du temps tous à pié, pour ne se fier à autre chose qu'à leur force propre et vigueur de leur courage et de leurs membres, de chose si chere que l'honneur et la vie » (I, 48). Dans *Henri V*, la victoire massive des Anglais est tout autant attribuée à la fougue désordonnée de la charge de cavalerie française qu'à l'ordre patient qui règne parmi les soldats d'Henri.

Le massacre des prisonniers en est le paroxysme sanglant. Gower justifie cet acte comme une riposte immédiate à l'exécution des jeunes garçons surveillant les bagages sur les arrières anglaises. Cette justification est pourtant contredite par la chronologie et la nature des événements que le texte établit sans confusion possible : l'ordre que donne Henri alors que les Français en surnombre regroupent leurs forces est une décision tactique prise froidement par un homme maître de ses passions. Le texte suggère la nature non moins incommensurable des deux faits : les captifs français sont exécutés par leur propres gardes en application d'un commandement royal exprès alors que les pages sont victimes de fuyitifs et de pillards cupides tels que tous les champs de bataille en connaissent. Tournant capital au regard de la fonction militaire, le massacre des prisonniers est le crime de guerre originel d'une forme de guerre déchue qui ne renoncera plus désormais au crime afin de vaincre. Montaigne dénonce vigoureusement les prétentions des partisans du primat amoral de l'action armée : « il ne se trouva jamais aucune opinion si desreglée qui excusat la trahison, la desloyauté, la tyrannie, la cruauté qui sont nos fautes ordinaires » (I, 31). Affirmant sans détour une hiérarchie des valeurs où les vertus militaires ne sont que subalternes, Montaigne conclut ainsi le chapitre sur la gloire : « Toute personne d'honneur choisit de perdre plustost son honneur, que de perdre sa conscience » (II, 16). Brûlant ses vaisseaux psychologiques, le roi-soldat choisit quant à lui de perdre son honneur, éteignant par cet acte irréparable tout espoir de clémence française en cas de défaite anglaise. Cette infamie contraint en effet les archers anglais en infériorité numérique à vaincre par tous les moyens ou bien à se résigner à mourir. La victoire ou la mort, tel est le nouvel évangile de la réforme guerrière d'Henri V. Sur le champ de bataille où se livre cette guerre d'anéantissement physique et moral, la victoire se mesure désormais à l'aune du nombre de victimes. Montjoie, le héraut d'armes français, vient quémander piteusement la permission du vainqueur de dénombrer les innombrables cadavres des chevaliers français⁵⁹.

Dès la fin des combats, l'idéologue de la cause monarchiste prend la relève du chef de guerre implacable et dicte une lecture

⁵⁹ Se reporter à J. Keegan, *Anatomie de la bataille* (trad. fr. Jean Colonna), Paris, 1993 et à P. Contamine, *Azincourt*, Paris, 1964. Les deux auteurs soulignent le caractère particulièrement meurtrier de cette bataille, Keegan parlant même d'une « boucherie monstrueuse et d'un débordement d'atrocités » de la part des fantassins anglais (p. 49).

providentielle de la déroute française. Le dieu des armées auquel il veut faire attribuer ce succès miraculeux et qu'il honore de tous les trophées, signes et emblèmes pris aux Français (v.0.21-2), s'est rangé à ses côtés, il l'affirme de manière ostentatoire, afin de faire triompher le Droit. Contre les zéloteurs d'un appui providentiel assurant la victoire de Lépante, Montaigne n'oublie pas qu'il « a bien pleu à Dieu en faire autresfois voir d'autres telles à nos depens » et qu'il est « malaysé de ramener les choses divines à nostre balance, qu'elles n'y souffrent du deschet » (I, 32). Aux partisans résignés d'un *Fatum* omnipotent, Montaigne objecte qu'en ce bas monde où « L'advenement fait la science » et non le contraire, « nous voyons à cause que les choses adviennent, et les choses n'adviennent pas à cause que nous voyons » (II, 29). La caution surnaturelle dont Henri nimbe son triomphe n'est qu'une mystification de plus qui occulte l'action sanguinaire des combattants anglais et l'art de la décision d'un stratège pragmatique résolu à plier les règles à ses objectifs tout en ajoutant la cruauté à sa panoplie. Dans sa harangue aux soldats anglais, le chef politique s'était fait marchand d'espérance sécularisée, montrant à ses hommes un avenir glorieux et leur donnant l'assurance d'une reconnaissance de la nation. Par cet acte de terreur commis de sang froid et complaisamment justifié par une apologie qui refonde l'éthique guerrière sur la notion de réciprocité, Henri parvient à faire de ses buts de guerre un idéal pour les autres. À l'instar de César qui pour Montaigne est le « vrai et souverain patron de l'art militaire », Henri fait preuve de toutes les qualités du stratège politique qui sait à la fois « prendre au point les occasions », « executer, non pas consulter, les hautes entreprises », appeler familièrement ses soldats « compagnons » et employer « son éloquence militaire » hors du commun comme une arme décisive. Mais plus que tout, le ressort du succès d'un tel meneur d'hommes est l'incomparable « creance sur ses soldats » qui commandait à leur passion bien plus vivement qu'à leur raison (II, 34).

Cependant les promesses lancastriennes, à la différence de l'inviolabilité sacramentelle de la parole donnée d'autrefois dont l'épisode du sauf-conduit fournit un exemple dans *Édouard III*, n'engagent plus que ceux qui les prennent pour argent comptant. Montaigne affirme la supériorité de l'éthique naturelle sur la morale positive relative au temps et au lieu, rappelant « qu'il y a quelque chose

illicite contre les ennemis mesmes » qui ne saurait exiger d'un homme de bien l'obéissance aveugle à la cause publique ainsi qu'à son roi (III, 1). C'est ainsi que Jean de Lancastre s'était engagé dans 2 *Henri IV*, auprès des rebelles réunis dans une clairière de la forêt de Gaultres, à satisfaire leurs doléances et redresser les abus dénoncés sur « l'honneur de son sang » (IV.i.281). Le Lancastrien avait soigneusement dissimulé ses intentions et, une fois les troupes rebelles débandées, il avait fait arrêter et condamner à mort leurs chefs pour haute trahison, rendant grâce au ciel pour cette victoire obtenue sans coup férir (IV.ii.347). À la différence de leurs prédécesseurs, les Lancastriens ne redoutent pas de triompher sans gloire pourvu qu'ils soient assurés de vaincre sans péril. La gloire qu'Henri V fait miroiter à ses hommes a subi une dévaluation dont témoigne sa rhétorique : en donnant à l'engagement qui n'a pas encore eu lieu une dimension mythique dont il est le promoteur efficace, le chef de guerre infléchit la singularité de l'honneur chevaleresque qu'il déclare convoiter comme un bien aliénable ou une dignité sociale⁶⁰. L'honneur est devenu pour Henri V un fisc moral où il puise afin de rétribuer ses plus fidèles et ses plus dévoués serviteurs. Montaigne sait par expérience qu'une « justice malitieuse » requiert, au nom du bien public, « qu'on trahisse et qu'on mente et qu'on massacre » mais l'idéal de justice qui l'habite n'est pas éteint pour autant par le règne obscur de la déraison d'État : « La justice en soy, naturelle et universelle, est autrement réglée, et plus noblement, que n'est cette autre justice speciale, nationale contrainte au besoing de nos polices » (III, 1).

Le cavalier et le fantassin : de l'élite chevaleresque à la démocratisation de la gloire

La dépréciation de l'honneur promue par les Lancastriens s'accompagne enfin d'une dernière transformation affectant le profil des combattants et entraînant un mode de recrutement différent. Dans *Édouard III*, les combattants par excellence sont les chevaliers, guerriers montés issus de la classe aristocratique et soumis à des règles

⁶⁰ Voir M. R. Lida de Malkiel, *L'idée de la gloire dans la tradition occidentale* (trad. fr.), Paris, 1968.

morales impératives et institutantes de leur fonction⁶¹. Aux yeux d'Édouard III et de son héritier, l'action politique se confond avec les fonctions régaliennes constitutives du pouvoir royal dont l'épée est l'attribut emblématique commun au militaire comme au judiciaire. Ses conseillers sont aussi ses compagnons d'armes qui mettent leur corps en aventure de mort au nom d'idéaux incarnés par leur suzerain. L'adoubement solennel du prince héritier auquel Shakespeare consacre une place centrale dans *Édouard III* est une mise en scène rituelle qui souligne le caractère initiatique de la cérémonie d'intronisation du jeune guerrier⁶². Consacrant l'aspirant chevalier qui se fait remettre solennellement ses premières armes, l'initiation guerrière que subit le Prince Noir a pour objectif avoué d'aguerrir le jeune combattant et de le libérer de la crainte de la mort, qu'il lui reviendra d'affronter fonctionnellement, au moyen d'un véritable rite de passage chevaleresque (III.iv.63-6). Mais cette épreuve, que le prince réussit au péril de sa vie, est aussi une initiation royale qui enseigne les normes éthiques auxquelles le combattant assermenté doit subordonner la force de ses armes. Le chevalier s'astreint par serment à défendre les plus faibles, les pauvres, c'est-à-dire les êtres désarmés, et par-dessus tout la paix.

L'allégeance à ces valeurs spirituelles, qui définissent la ligne de conduite du combattant à cheval, se transforme de façon irréversible à la suite de la rupture dramatisée dans *Richard II*. Condamné à l'exil perpétuel après le déni de justice royal, Mowbray se croise et met son épée au service de ses idéaux, devenant un *miles Christi*. Son accusateur rompt son exil et débarque en Angleterre avec une force de « huit grands vaisseaux, trois mille hommes de guerre » (II.i.288) dont la description minutieuse par Northumberland indique qu'à défaut d'intentions claires, le rebelle se donne les moyens humains de faire la guerre à la paix du royaume. La lutte politique pour l'hégémonie que cette mutation entraîne se manifeste au combat par la modification radicale des rapports entre le cavalier et le fantassin. Celui-ci devient le véritable protagoniste de la montée en puissance de l'infanterie appelée

⁶¹ Cf. *King Edward III*, éd. Giorgio Melchiori, C.U.P., 1998, Introduction, p. 41-43 ainsi que E. M. W. Tillyard, *Shakespeare's History Plays*, London, 1944.

⁶² Le problème des rites initiatiques guerriers et des fraternités d'armes est abordé dans une optique religieuse, anthropologique et historique par G. Dumézil, *Heur et malheur du guerrier*, Paris, 1985 et par J. Dhont, « Les "solidarités" médiévales », *Annales É. S. C.*, 1957, vol. XII, p. 529-560.

à dominer pour longtemps les champs de bataille européens⁶³. Face à Hotspur, qui incarne la survivance paradoxale de valeurs chevaleresques hypertrophiées dans un univers où triomphe la raison d'État, Falstaff représente de son côté les prémisses d'une évolution décisive plaçant les effectifs au centre des préoccupations.

La loi du nombre que cette évolution instaure met un terme à l'initiation chevaleresque et annonce l'ère du recrutement des gros bataillons. Les scènes où le chevalier sans monture officie en tant que recruteur (*1 Henri IV*, IV.ii et *2 Henri IV*, III.ii) dévoilent les dessous du racolage et les procédés frauduleux employés pour mettre sur pied la compagnie destinée à combattre sous ses ordres. Description réaliste d'une pratique commune tout autant que satire sociale ou simple épisode burlesque, le recrutement de chair à canon auquel se livre le gros homme couard⁶⁴ donne lieu à toutes sortes de trafics lucratifs et de malversations commises aux dépens des pauvres hères faméliques qui sont dans l'incapacité de se racheter et que leur impréparation militaire promet à une mort certaine (*1 Henry IV*, v.iii.35-8). À la cooptation rituelle des jeunes guerriers issus d'une élite fermée jalouse de ses prérogatives militaires succède l'enrôlement massif de « volontaires » ou de mercenaires qui appartiennent aux couches populaires et proposent leur service pour le prix dérisoire de leur subsistance. Une fonction marginale et néanmoins importante du service mercenaire qu'évoquent ces scènes sinistres est l'embrigadement des sans emploi, des inadaptés ou des criminels qui trouvent dans une compagnie de fantassins une occupation rassurante pour la société. En reconnaissant avoir sorti ses recrues de prison, Falstaff dévoile un des rôles les moins glorieux de la nouvelle organisation militaire qu'il représente : celui consistant à fonctionner

⁶³ Voir P. Contamine, *Guerre, État et société à la fin du Moyen Âge. Études sur les armées des rois de France, 1337-1494*, Paris, 1972 ; J. R. Hale, *War and Society in Renaissance Europe (1450-1620)*, Londres, 1985 ; M. Roberts, *The Military Revolution, 1560-1660*, Belfast, 1956 ; C. G. Cruickshank, *Elizabeth's Army*, Londres, 1946.

⁶⁴ Cf. J. Black, « Counterfeits of Soldiership in *Henry IV* », *Shakespeare Quarterly*, vol. XXIV, n° 4, 1973, p. 372-382. Sur la lâcheté tour à tour risible et révoltante de Falstaff, on pense à la distinction qu'établit Montaigne dans le chapitre « De la punition de la couardise » entre « les fautes qui viennent de nostre foiblesse, et celles qui viennent de nostre malice » (I, 16). La faiblesse de Sir John peut à la rigueur excuser sa poltronnerie mais doit-elle l'exonérer du crime commis en conscience à l'encontre de ses recrues ? Cf. Montaigne : « On a raison de descrier l'hipocrisie qui se trouve en la guerre : car qu'est-il plus aisé à un homme pratic que de gauchir aux dangers et de contrefaire le mauvais, ayant le cœur plein de mollesse ? » (II, 16).

comme une tutelle pour les sujets indésirables, un moyen de les contrôler et de les éliminer en partie. Cette fonction purgative que l'on pressent avec malaise en écoutant la description du profil de ces hommes fait en quelque sorte de la maladie chronique son propre remède en mettant la société à l'abri de troubles sociaux plus graves encore. La guerre en mutation dont Falstaff nous offre un aperçu grinçant est devenue un négoce qui prospère sur la misère et enrichit des spéculateurs parvenus dont les préoccupations mercantiles sont, à l'image de Fantoche et Silence dans *2 Henri IV*, celles de petits propriétaires terriens sur lesquels reposera l'ordre socio-politique en gestation⁶⁵. La notion même d'aptitude militaire n'échappe pas à une évolution que le cynisme de Falstaff exprime de manière saisissante : au lieu des dispositions naturelles qui faisaient la part belle aux tempéraments belliqueux, la démocratisation de la gloire a substitué un égalitarisme militaire dont la condition se réduit à n'être plus que la mortalité de l'homme (*1 Henri IV*, IV.ii.52).

Agent recruteur qui exploite la détresse des nécessiteux et profite sans vergogne de son rang pour s'enrichir à l'instar de Falstaff envoyant sciemment les cent-cinquante hommes de sa compagnie se faire tailler en pièces ; soldats paysans qui massacrent et dépouillent des chevaliers démontés, comme à Azincourt ; enfant artilleur qui tue inopinément deux capitaines anglais lors d'un siège (*1 Henri VI*, I.vi)⁶⁶, dont Salisbury, vainqueur à treize reprises en combat singulier et maître d'armes d'Henri V ; quelque chose a bien changé dans la nature et la conduite de la guerre, ainsi que dans le profil de ses acteurs, qui la rend tout aussi conjecturale qu'autrefois mais bien plus meurtrière.

La révolution militaire proto-moderne : progrès politique et régression éthique

Les faits saillants de la révolution militaire dramatisée par Shakespeare et déplorée par Montaigne s'inscrivent dans la durée d'un processus dont le XVI^e siècle constitue un aboutissement et un paroxysme autant

⁶⁵ Voir G. N. Clark, *War and Society in the Seventeenth Century*, Londres, 1958 ainsi qu'à M. Roberts, *op. cit.*

⁶⁶ Au sujet de l'impact des armes à feu sur l'esprit et les pratiques chevaleresques, voir M. G. A. Vale, « New techniques and old : the impact of artillery on war and chivalry at the end of the Hundred Years war », in C. T. Allmand (éd.), *War, Literature and Politics in The Late Middle Ages*, Liverpool, 1976.

qu'un commencement. Aussi bien le déplacement du problème éthique du recours à la force armée depuis ses justifications de principe au plan du comportement des combattants et de la réglementation des engagements, que la mutation de l'emploi de la force qui tente de s'autolimiter malgré un penchant expansionniste corrélé à l'affermissement des États ou bien encore la constitution d'infanteries mercenaires et populaires, toutes ces ruptures sont dramatisées par Shakespeare et figurées par Montaigne comme indissociables de la révolution des mentalités dont le XVI^e fut le théâtre. Si Montaigne impute les guerres civiles aux « nouvelletés » de son époque, c'est-à-dire principalement à la Réforme, Shakespeare représente quant à lui la longue histoire de l'insoumission de la force armée à l'encontre d'une éthique de la force impuissante à soumettre les représentants de la fonction guerrière. Pour ces deux auteurs, l'éclatement de la « nébuleuse chrétienne » en plusieurs confessions concurrentes et en plusieurs États rivaux aux frontières continues constitue à la fois le symptôme, l'aiguillon et la conséquence de cette césure politico-militaire sans précédent. Mais la contribution la plus intéressante de leur témoignage littéraire au débat concernant la nature profonde de la Renaissance me semble tenir à la place essentielle que leur œuvre accorde à la dimension éthique afin d'apprécier la nature et l'ampleur de cette montée en puissance constitutive des sociétés proto-modernes. Contemporains d'un vaste mouvement d'idées qui avait l'ambition de régénérer l'homme en le faisant boire à la fontaine de jouvence antique ainsi qu'en moralisant l'art, Shakespeare et Montaigne font un tableau réaliste et sombre de la force armée où, de la généalogie dramatique du premier au jugement désabusé du second, le progrès de l'humanisme coïncide avec celui de l'inhumanité. Puissance sans sagesse, aurait sans doute pu écrire Montaigne, n'est que ruine de l'homme.

Jean-Marc CHADELAT
IUFM de Paris